

ARRÊTÉ N° 2025 - 037

OCCUPATION DE VOIRIE

Le Maire de la Ville de Juvignac,

VU le Code de la Route et notamment les articles R.44, R.225 et R.225-1,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2211-1 à L.2213-6,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU l'arrêté du 6 novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière,

VU la demande de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 10 janvier 2025,

CONSIDERANT qu'il importe de prendre des mesures de circulation pour assurer, l'ordre, la sécurité et la tranquillité publique

CONSIDERANT que les travaux de contrôle électrique, dans le cadre d'interventions de courte durée ou d'urgence, nécessitent l'occupation du domaine public, de façon ponctuelle et sporadique durant l'année 2025;

ARRÊTE

Art.1 : Du 16 janvier au 31 décembre 2025, l'entreprise DEKRA INDUSTRIAL SAS est autorisée à occuper le domaine public de la commune, voiries et accotements, places publiques, passages, allées, rues et tout autre lieu où se trouvent les infrastructures dont elle à la charge uniquement pour les travaux liés au marché.

Art.2 : L'espace public sera occupé tant que nécessaire, les voies publiques seront quant à elles, occupées, par demi-chaussée. La circulation se fera en alternat, par feux tricolores ou piquet K10, l'entreprise n'est pas autorisée à mettre en place de déviation ;

Art.3 : Les droits des tiers demeureront préservés ;

Art.4 : Les mesures de signalisation nécessaires seront prises pour permettre l'application des présentes dispositions. Cette signalisation sera mise en place et entretenue par l'entreprise DEKRA INDUSTRIAL SAS, sous le contrôle de MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, pendant toute la durée de chaque chantier ;

Art.5 : A l'achèvement de chaque chantier, le permissionnaire devra réparer tout dommage causé et, rétablir à ses frais, la voie publique et ces dépendances dans leur état premier ;

Art.6 : Le permissionnaire supportera, sans indemnité, la gêne et les frais de toute nature qui seraient la conséquence des travaux effectués par la commune dans l'intérêt général ;

Art.7 : La présente autorisation est, pour tout ou partie, révoquée sans indemnité, soit pour des raisons d'intérêt général soit pour non-respect par le permissionnaire des articles ci-dessus ;

Art.8 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera publié et affiché dans les conditions réglementaires habituelles, seront constatées par des procès-verbaux, transmis aux tribunaux compétents

Art.9 : Le Directeur Général des Services, le Directeur de l'Aménagement urbain et des Travaux, le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, le Chef de la Police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Juvignac, le 14 janvier 2025

Pour le Maire,
L'adjoint Délégué
à la Tranquillité Publique, aux Ressources
Humaines, au Devoir de Mémoire,
et aux Affaires Générales

Jacques BOUSQUEL